

**Procès-verbal du Comité Syndical
du 27 octobre 2025**

Le lundi 27 octobre 2025 à 18h, le Comité Syndical du S.I.R.P. Mâron / Sassierges Saint-Germain, dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Mâron sous la présidence de M. Gilbert BLANC, Président.

Date de convocation du Comité Syndical : 17/10/2025

Nombre de conseillers : en exercice : 6 / présents : 6 / votants : 6

Présents : M. Gilbert BLANC, Mme Aline BEYLY, M. Henri LORY, Mme Valérie AUFRERE, Mme Angélique COCLIN et Mme Corinne BERNARD.

Secrétaire de séance : Mme Angélique COCLIN

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal du 28 février 2025
- 2 - Création d'un poste d'agent spécialisé des écoles maternelles
- 3 - Décision modificative n°1

1 - Approbation du procès-verbal du 28 février 2025

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

2 - DCS 2025-07 : Création d'un poste d'agent spécialisé des écoles maternelles

Vu le Code général de la Fonction Publique et notamment l'article L. 313-1 ;

Considérant qu'il appartient au Comité Syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement du service ;

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'agent spécialisé des écoles maternelles à temps non complet à raison de 32 heures hebdomadaires, à compter du 1^{er} janvier 2026, pour exercer les fonctions suivantes :

- Assister l'enseignante dans la préparation et l'animation des activités pédagogiques,
- Assurer la sécurité et l'hygiène des enfants,
- Assurer la surveillance durant le temps périscolaire,
- Assurer l'entretien de l'école, du mobilier et du matériel pédagogique.

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De créer, à compter du 1^{er} janvier 2026, un emploi permanent d'agent spécialisé des écoles maternelles à temps non complet à raison de 32 heures hebdomadaires, de catégorie C, relevant du cadre d'emploi des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ou du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux.
- Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire.
En cas de recherche infructueuse d'un candidat statutaire, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public, en application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction Publique.

Le contrat sera conclu pour une durée déterminée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Le cas échéant, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public, en application de l'article L.332-8-2° du Code Général de la Fonction Publique.

Le contrat sera conclu pour une durée déterminée de trois ans maximum. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent contractuel devra être titulaire du CAP petite enfance et sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

- Monsieur le Président est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste,
- D'inscrire au budget les crédits correspondants au chapitre 012.

Mme Aline BEYLY demande comment va se dérouler le recrutement.

Une annonce va être publiée sur le site emploi territorial, dès le 28 octobre, jusqu'à fin novembre. Les candidats seront reçus début décembre et une décision de recrutement sera prise avant la fin décembre, pour une prise de poste courant janvier.

3 - DCS 2025-08 : Décision modificative n°1

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération du Comité Syndical n°2025-03 en date du 28 février 2025 portant sur le vote du budget primitif 2025 ;

Considérant que les dépenses du personnel sont plus élevées que prévu suite à des congés maladies et que nous avons bénéficié d'un remboursement de notre assurance pour ces congés maladies ;

Considérant que cette situation nécessite d'apporter des modifications, tout en respectant l'équilibre du budget ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la décision modificative n°1 de l'exercice 2025 comme il suit :

Chapitre	Article	Libellé	Section	Budget voté	Décision
013	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	Recettes de fonctionnement	8 500 €	+ 3 800 €
012	6413	Personnel non titulaire	Dépenses de fonctionnement	14 000 €	+ 1 300 €
012	6450	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	Dépenses de fonctionnement	27 650 €	+ 2 350 €
012	6470	Autres charges sociales	Dépenses de fonctionnement	0 €	+ 150 €

M. Gilbert BLANC clôture la séance du comité à 18h15.

Publié le 10 janvier 2026



Le Président,
Gilbert BLANC

La secrétaire de séance,
Angélique COCLIN